

LOGEMENTS À BOUIRA

La tension persiste malgré les efforts de l'État

Le problème du logement persiste à Bouira malgré tous les efforts consentis par les pouvoirs publics dans les différentes formules.

Ainsi, à travers le rapport présenté par le wali devant l'APW récemment et malgré les chiffres importants présentés avec plus de 89 000 logements engagés depuis 2005 à ce jour par les pouvoirs publics, sous différentes formules, la pression reste toujours perceptible à travers les différentes actions de protestation signalées çà et là dans les communes de la wilaya, et particulièrement à travers les rassemblements hebdomadaires qui sont enregistrés chaque semaine devant le siège de la Wilaya.

Ainsi, selon ce rapport, il ressort que l'Etat a réalisé depuis 2005 pas moins de 61 820 logements répartis comme suit : 44 289 logements sous forme d'aides directes dans le cadre du logement rural, 11 756 logements sociaux distribués à travers les communes par les commissions de daïra ; 3 300 LSP, 722 LPA, 403 logements dans le cadre du FNPOS, 900 pour la location-vente de l'AADL et, enfin, 212 logements dans le cadre des promotions libres.

Outre ces logements achevés et distribués dans la plupart des cas avec

beaucoup de protestations et de colère, tant les dossiers sont traités par milliers et qu'il est difficile pour les membres des commissions qui siègent de satisfaire toutes les demandes, il y a lieu de signaler qu'actuellement, il y a encore quelque 17 549 logements en cours de réalisation avec 3 840 dans le cadre du logement rural, 7 280 dans le cadre du logement social ou LPL, 876 dans le LSP, 1 192 dans le LPA, 50 pour le FNPOS, 2 350 pour l'AADL, 556 pour le LPP et, enfin, 1 286 pour le promotionnel libre.

Cependant, malgré tous ces chiffres, et en dépit des assurances du wali qui rappelle que durant cette année, ce seront pas moins de 2 800 nouveaux logements sociaux qui seront distribués, la colère est toujours vivace et la tension ira crescendo, car la réalité sera toujours là, notamment avec ces retards endémiques dans les achèvements ; des retards dus principalement au manque de liquidités et de paiement des situations, ensuite la cherté des matériaux de construction à cause de la crise



Photos : DR

économique. Tous ces facteurs influent directement sur le lancement de nouveaux programmes ; ce qui suppose l'arrivée sur le marché de nouveaux cas sociaux qui ne sont pas nécessairement ceux ayant ou touchant moins de 24 000 dinars par mois. En effet, selon une enquête que nous avons menée récem-

ment auprès de plusieurs citoyens, même les fonctionnaires dont le salaire mensuel dépasse les 40 000 dinars se disent, à l'unanimité, incapables de souscrire pour le LPA, car ne pouvant payer la quote-part qui leur revient, soit quelque 800 000 dinars dans le cadre du montage financier. Selon nos interlocuteurs, le seuil pour pouvoir prétendre à un logement social - 24 000 dinars - arrêté par l'Etat comme est dépassé avec la cherté de la vie. Aujourd'hui, les cas sociaux ou pour le dire directement, le seuil de pauvreté en Algérie ne se situe plus à moins de 24 000 dinars, mais bien au-delà, soit autour de 40 000 dinars pour un ménage de cinq personnes, soit un couple et trois enfants à charge.

Selon nos interlocuteurs, les deux meilleures formules que l'Etat se devait de maintenir et d'encourager restent l'aide à l'habitat rural, mais avec une condition, celle d'augmenter l'aide à 100 millions de centimes, ensuite le LPL, mais en ramenant le seuil d'éligibilité à un salaire inférieur à 60 000 dinars, comme l'avait d'ailleurs suggéré, lors des dernières élections législatives, le SG du RND, Ahmed Ouyahia.

Pour les autres formules et au vu de toutes ces données, il est fort à parier que, dans les années à venir, là où le demandeur de logement est appelé à y contribuer, comme c'est le cas actuellement pour le LPA, ou encore, l'AADL et le LPP, celles-ci seront toutes abandonnées par les citoyens. D'ailleurs, la preuve nous est donnée déjà par la formule LPP où pour la wilaya de Bouira, sur les 2 000 logements inscrits, seuls 556 logements sont en cours de réalisation alors que les 1 444 autres inscrits ne sont plus lancés. Raison invoquée dans le rapport du wali, lu devant les élus de l'APW de Bouira. Manque de demandeurs pour ce type de logements. A bon entendeur, salut !

Fayçal M.

Yazid Yahiaoui

JEUNES D'ORAN

Les durs petits boulots de l'été

Les examens finis, et même si l'été signifie farniente et plage, de nombreux jeunes garçons et filles, étudiants durant l'année, consacrent une partie de leurs vacances à chercher un emploi, un «job» temporaire.

Pour certains de ces jeunes, même si leurs familles ne sont pas spécialement dans le besoin, un job d'été c'est pour pouvoir s'offrir justement des vacances, un voyage : «je voudrai juste aller en Tunisie avec des copains et travailler, me permettra de m'offrir comme je veux un superbe séjour», avoue Samir dont les parents sont fonctionnaires. Mais aujourd'hui, dans la société algérienne que peut-on trouver comme «job d'été» ?

Un petit tour d'horizon montre qu'il n'y a pas beaucoup de choix et que certains de ces petits emplois ne sont pas aussi faciles, qu'il n'y paraît. Zaki vient d'être recruté dans un call center, son bon



français sans accent lui a permis de décrocher un poste de téléopérateur. Et contrairement à ce qu'il pensait, ce n'est pas aussi facile. Les employés sont toute la journée au téléphone, mal de dos, mal d'épaules et doivent remplir des quotas fixés par le client.

Le salaire dépendra des objectifs atteints ou pas, d'où une pression constante.

Ailleurs, d'autres emplois plus classiques, sont à prendre comme ceux de ven-

deurs et vendeuses, mais ce sont les filles qui ont le plus de chance d'être prises.

Ces derniers jours, Ramadhan aidant, le rythme est tout simplement infernal, comme le confie discrètement des jeunes filles. Et pour cause, le travail est figé de 10h du matin jusqu'à 18h. Après le f'tour, retour à la boutique de 22h à 2h du matin. De plus, il faut pouvoir rester sans réaction face aux attitudes de certains clients. Des étudiants

ont encore évoqué d'autres types d'emploi, tous aussi difficiles, celui de démarcheur, de distributeur de prospectus et caissier dans les supermarchés.

Il y a encore ceux qui réalisent des enquêtes pour des sociétés, des boîtes de communication. Mais ce qui est, dans ce cas dérangeant, c'est les enquêtes liées à des grandes marques de cigarettes. Un jeune étudiant a pour habitude de faire ce type d'enquête qui consiste à trouver des fumeurs, leur donner une dizaine de paquets de cigarettes, sans marque ni logo apparents, et suivant une fiche, il est demandé au fumeur de noter quel est le paquet le plus plaisant au niveau du goût et de la qualité.

Pourtant, les campagnes anti-tabac sont toujours là pour prévenir sur les risques du tabagisme pour la santé. A noter que tous ces jobs, ne sont ni déclarés et même souvent rémunérés «au lance-pierre»...